



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER

Liberté
Egalité
Fraternité

Délégation à la Sécurité Routière

Sous-Direction de l'éducation routière
et du permis de conduire
Bureau national des droits à conduire

174 rue de Courcelles
75017 Paris

Affaire suivie par : ED
<https://recours.permisdeconduire.gouv.fr>

Paris, le
Réf. :

24 MAI 2023

Maître,

En date du 14 décembre 2022, vous avez appelé mon attention sur la situation du permis de conduire de votre client,

Après vérification de l'autorité judiciaire compétente, les mentions relatives à l'infraction du 4 mai 2017 ont été extraites du dossier de votre client, sous réserve de la recevabilité de l'opposition que vous avez formé contre l'ordonnance pénale.

Ainsi, en cas de déclaration d'irrecevabilité de l'opposition, il sera procédé de nouveau à l'enregistrement de cette décision judiciaire, qui reprendra alors tous ses effets.

Dès lors, le dossier de votre client sera remis en l'état, à la date du 11 octobre 2017, date définitive de l'infraction susmentionnée.

Par conséquent, les reconstitutions de points, totales ou partielles, dont votre client aurait bénéficié postérieurement à la date définitive de l'infraction, seront annulées.

En tout état de cause, son permis de conduire de nouveau valide, à ce jour.

En conséquence, la décision référence 48SI qui lui a été notifiée est à considérer comme nulle et non avenue.

Veillez agréer, Maître, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le ministre de l'intérieur
et des outre-mer et par délégation,
le chef de la section des recours
du bureau national des droits à conduire